



PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Coordination
des Services de l'État**

Le préfet de Seine-et-Marne
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

Arrêté préfectoral n°2022/36/DCSE/BPE/EXP du 1^{er} septembre 2022 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique unique préalable :

- à la déclaration d'utilité publique, au profit du département de Seine et Marne, des travaux et acquisitions foncières nécessaires à la réalisation du contournement de la commune de Guignes, emportant mise en compatibilité du document d'urbanisme de la commune de Yèbles,**
- au parcellaire, afin d'identifier les propriétaires et titulaires de droits réels et déterminer précisément les parcelles à acquérir pour la réalisation du projet,**
- au déclassement d'une section de la RD 619,**
- au classement du nouveau barreau dans le domaine routier départemental,**
- à la délivrance d'une autorisation environnementale au titre de la loi sur l'eau.**

Vu le Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu le Code de l'environnement ;

Vu le Code de l'urbanisme ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret du président de la République en date du 14 mai 2019 portant nomination de Monsieur Cyrille LE VÉLY, administrateur civil hors classe, sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de Seine-et-Marne ;

Vu le décret du président de la République en date du 30 juin 2021 portant nomination de Monsieur Lionel BEFFRE, préfet de Seine-et-Marne (hors classe) ;

Vu l'arrêté préfectoral n°22/BC/045 du 27 juillet 2022 donnant délégation de signature à Monsieur Cyrille LE VÉLY, secrétaire général de la préfecture et organisant sa suppléance ;

Vu le plan local d'urbanisme de la commune de Yèbles ;

Vu l'avis n°2022-22 du 9 juin 2022 du Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable (CGEDD) et le mémoire du maître d'ouvrage en réponse à cet avis ;

Vu le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint des personnes publiques associées du 25 mai 2022 ;

Vu les avis des services et organismes consultés par la Direction Départementale des Territoires de Seine-et-Marne dans le cadre de l'instruction de la demande au titre du Code de l'environnement ;

Vu la délibération du Conseil Départemental de Seine-et-Marne n°CD-2016/11/18-3/05 du 18 novembre 2016, autorisant le président à saisir le préfet de Seine-et-Marne afin d'organiser une enquête publique ;

Vu le rapport du Service Environnement et Prévention des Risques Pôle Police de l'Eau de la DDT 77 du 25 août 2022 déclarant le dossier de demande d'autorisation environnementale précité complet et régulier et proposant l'ouverture d'une enquête publique sur les communes de Guignes, Yèbles, Andrezel et Verneuil l'Étang ;

Vu la décision n°E22000067/77 du 7 juillet 2022 du président du tribunal administratif de Melun désignant Madame Monique DELAFOSSE, architecte honoraire, en qualité de commissaire enquêteur pour conduire l'enquête publique unique ;

Considérant le courrier du 22 octobre 2021 du département de Seine-et-Marne sollicitant le préfet de Seine-et-Marne, afin qu'il prescrive une enquête publique unique préalable à la déclaration d'utilité publique, à son profit, des travaux et acquisitions foncières nécessaires à la réalisation du contournement de la commune de Guignes, emportant mise en compatibilité du document d'urbanisme de la commune de Yèbles, au parcellaire afin d'identifier les propriétaires et titulaires de droits réels et déterminer précisément les parcelles à acquérir pour la réalisation du projet, au déclassement d'une section de la RD 619, au classement du nouveau barreau dans le domaine routier départemental, et à la délivrance d'une autorisation environnementale au titre de la loi sur l'eau ;

Considérant la saisine des collectivités territoriales en date du 1^{er} avril 2022 au titre de l'article L.122-1 du Code de l'environnement ;

Considérant qu'elles n'ont pas émis d'avis sur ce projet ;

Considérant les rubriques concernées par le projet 1.1.1.0. (déclaration), 2.1.5.0. (autorisation), 2.2.3.0 (déclaration), 3.1.2.0 (déclaration) et 3.3.1.0 (déclaration) de la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 figurant au tableau annexé à l'article R.214-1 du Code de l'environnement ;

Considérant que le dossier, comportant une étude d'impact, présenté par le département de Seine-et-Marne est complet et régulier et qu'il y a lieu de le soumettre à enquête publique unique, conformément aux dispositions des codes de l'environnement, de l'urbanisme et de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture de Seine-et-Marne,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Objet et dates de l'enquête publique unique

Il sera procédé pendant **34 jours consécutifs, du lundi 3 octobre 2022 à 9h00 au samedi 5 novembre 2022 à 12h00** en mairies de Guignes, Yèbles, Andrezel et Verneuil l'Étang, à l'enquête publique unique relative :

- à la déclaration d'utilité publique, au profit du département de Seine et Marne, des travaux et acquisitions foncières nécessaires à la réalisation du contournement de la commune de Guignes, emportant mise en compatibilité du document d'urbanisme de la commune de Yèbles,
- au parcellaire, afin d'identifier les propriétaires et titulaires de droits réels et déterminer précisément les parcelles à acquérir pour la réalisation du projet,
- au déclassement d'une section de la RD 619,
- au classement du nouveau barreau dans le domaine routier départemental,
- à la délivrance d'une autorisation environnementale au titre de la loi sur l'eau.

Le siège de l'enquête est fixé à la mairie de Guignes (77 390), sise Hôtel de Ville - 1 rue de Meaux ;

Article 2 : Commissaire enquêteur

Madame Monique DELAFOSSE, architecte honoraire, est désignée en qualité de commissaire enquêteur pour conduire cette enquête publique unique.

Article 3 : Mise à disposition du dossier d'enquête publique

Pendant toute la durée de l'enquête, le dossier d'enquête publique unique, comprenant, notamment, l'avis de l'autorité environnementale et le mémoire en réponse du maître d'ouvrage, est déposé et tenu à la disposition du public :

- en format papier, en mairies de Guignes (1 rue de Meaux - 77390), Yèbles (3 grande rue 77390), Andrezel (28 rue Martin IV - 77390) et Verneuil-l'Étang (16 Avenue Jean JAURES - 77390), aux jours et heures d'ouverture des mairies ;
- en version numérique :
 - en mairie de Guignes, sur une borne informatique dédiée fournie par Publilégal,
 - sur le site internet des services de l'État en Seine-et-Marne
www.seine-et-marne.gouv.fr/Publications/Enquetes_publicques

Article 4 : Observations du public

Pendant toute la durée de l'enquête publique, le public pourra consulter et consigner ses observations et propositions :

- sur le registre d'enquête en format papier, côté et paraphé par le commissaire enquêteur en mairies de Guignes, Yèbles, Andrezel et Verneuil l'Étang, aux jours et heures d'ouverture des mairies ;
- sur le registre dématérialisé accessible sur une borne informatique dédiée, fournie par Publilégal, en mairie de Guignes ;
- sur le registre dématérialisé accessible sur le site Internet des services de l'État en Seine-et-Marne (www.seine-et-marne.gouv.fr/Publications/Enquetes_publicques),
- par courrier électronique à l'adresse suivante : contournement-guignes@enquetepublique.net

Avant le terme de l'enquête publique, les observations et propositions du public pourront également être directement adressées au commissaire enquêteur, par voie postale au siège de l'enquête (Mairie de Guignes 1 rue de Meaux - 77390). Celles-ci seront tenues à la disposition du public au siège de l'enquête.

Pendant toute la durée de l'enquête, les observations et propositions du public seront consultables et communicables aux frais de la personne qui en fait la demande, auprès du préfet de Seine-et-Marne (Direction de la coordination des services de l'État – Bureau des procédures environnementales – 12, rue des Saints Pères – 77 010 Melun Cedex).

Article 5 : Permanences du commissaire enquêteur

Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations aux lieux, dates et heures indiqués ci-dessous :

Mairie de Guignes :

- lundi 3 octobre 2022 de 14h00 à 17h00,
- samedi 15 octobre 2022 de 9h00 à 12h00,

Mairie de Yèbles :

- lundi 17 octobre 2022 de 14h00 à 17h00,
- samedi 5 novembre 2022 de 9h00 à 12h00,

Mairie de Verneuil l'Étang:

- mardi 25 octobre 2022 de 9h00 à 12h00,

Mairie d'Andrezel :

- lundi 24 octobre 2022 de 13h00 à 16h00.

Article 6 : Publicité de l'enquête publique unique

Un avis portant les modalités de déroulement de l'enquête publique unique à la connaissance du public sera publié par le préfet de Seine-et-Marne dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département de Seine-et-Marne, aux frais du département de Seine-et-Marne, **quinze jours au moins** avant l'ouverture de l'enquête publique, soit le **samedi 17 septembre 2022 au plus tard**, et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci, soit entre les **lundis 3 et 10 octobre 2022**.

Le même avis sera affiché en mairies de Guignes, Yèbles, Verneuil l'Étang et Andrezel, par les soins des maires concernés, quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête publique, soit le **samedi 17 septembre 2022 au plus tard et pendant toute la durée de l'enquête publique**, aux emplacements habituels d'affichage.

Sauf impossibilité matérielle justifiée, le département de Seine-et-Marne procédera, **quinze jours au moins** avant l'ouverture de l'enquête publique, soit le **samedi 17 septembre 2022 au plus tard**, et pendant la durée de celle-ci à l'affichage de l'avis sur les lieux prévus pour la réalisation du projet. Les affiches devront respecter les formes prescrites par l'arrêté du 09 septembre 2021 du ministre de la transition écologique.

L'accomplissement de ces formalités devra être justifié par :

- un certificat d'affichage établi par chacun des maires des communes de Guignes, Yèbles, Andrezel et Verneuil l'Étang,
- un certificat d'affichage établi par le président du Conseil Départemental de Seine-et-Marne,
- un exemplaire des pages des journaux, dans lesquels l'avis d'ouverture d'enquête aura été inséré.

L'avis sera également publié sur le site Internet des services de l'État dans le département de Seine-et-Marne, à l'adresse suivante : www.seine-et-marne.gouv.fr/Publications/Enquetes_publicques

Article 7 : Informations

Toute information complémentaire pourra être sollicitée auprès du département de Seine-et-Marne, et plus précisément auprès de Mme BLEZEL (lauriane.blezel@departement77.fr – Tél : 01.64.14.71.91).

Dès publication du présent arrêté, toute personne pourra, à sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique unique auprès du préfet de Seine-et-Marne (Direction de la coordination des services de l'État – Bureau des procédures environnementales – 12, rue des Saints Pères – 77 010 Melun Cedex).

Article 8 : Notification individuelle

Notification individuelle du dépôt du dossier d'enquête parcellaire en mairies de Guignes, Yèbles, Andrezel et Verneuil l'Étang sera réalisée par le département de Seine-et-Marne, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, aux propriétaires figurant sur la liste établie, conformément à l'article R. 131-3 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, lorsque leur domicile est connu d'après les renseignements recueillis par l'expropriant, ou à leurs mandataires, gérants, administrateurs ou syndics.

Cette notification individuelle devra intervenir préalablement à l'ouverture de l'enquête publique unique et dans des délais nécessaires, devant permettre aux propriétaires de disposer d'au moins 15 jours consécutifs pour formuler des observations.

En cas de domicile inconnu, la notification sera réalisée en double copie aux maires de Guignes, Yèbles, Andrezel et Verneuil l'Étang, qui en feront afficher une **le mercredi 19 octobre 2022 au plus tard** et, le cas échéant, aux locataires et aux preneurs à bail rural.

Les propriétaires auxquels notification du dépôt du dossier à la mairie est faite par l'expropriant, sont tenus de fournir les indications relatives à leur identité, telles qu'elles sont énumérées soit au premier alinéa de l'article 5, soit au 1 de l'article 6 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière ou, à défaut, de donner tous renseignements en leur possession sur l'identité du ou des propriétaires actuels.

Article 9 : Clôture des registres :

À l'expiration du délai fixé à l'article 1^{er}, **soit le samedi 5 novembre 2022 à 12h00**, les registres d'enquête en format papier seront remis au commissaire enquêteur qui devra les clore et les signer, et le registre d'enquête numérique sera automatiquement clos.

Les registres d'enquête seront mis à la disposition du commissaire enquêteur.

Dès réception des registres et des documents qui leur sont éventuellement annexés, le commissaire enquêteur rencontrera sous huitaine le président du Conseil départemental de Seine-et-Marne ou son représentant, et lui communiquera les observations écrites et orales consignées dans un procès verbal de synthèse. Ce dernier disposera d'un délai de quinze jours pour produire ses éventuelles observations.

Article 10 : Rapport et conclusions du commissaire enquêteur

Le commissaire enquêteur établira un rapport unique, qui relate le déroulement de l'enquête publique et examine les observations recueillies.

Ce rapport comportera le rappel de l'objet du projet, la liste de l'ensemble des pièces figurant dans le dossier d'enquête publique, une synthèse des observations du public, une analyse des propositions produites durant l'enquête et, le cas échéant, les observations du président du Conseil départemental de Seine-et-Marne, ou de son représentant, en réponse aux observations du public.

Le commissaire enquêteur consignera ses conclusions motivées dans une présentation séparée pour chaque dossier ayant fait l'objet de la présente enquête publique, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserve(s) ou défavorables au projet.

Dans un délai de trente jours à compter de la clôture de l'enquête, soit le **lundi 5 décembre 2022 au plus tard**, le commissaire enquêteur transmettra l'exemplaire du dossier d'enquête publique déposé au siège de l'enquête, accompagné du registre et des pièces annexées, avec son rapport et ses conclusions motivées au préfet de Seine-et-Marne (Direction de la coordination des services de l'État – Bureau des procédures environnementales – 12, rue des Saints Pères – 77 010 Melun Cedex).

Il transmettra également copie de son rapport et de ses conclusions motivées au président du tribunal administratif de Melun.

Article 11 : Modification du tracé

Si le commissaire enquêteur propose une modification du tracé, en accord avec l'expropriant, et si ce changement rend nécessaire l'expropriation de nouvelles surfaces de terrains bâties ou non bâties, avertissement en sera donné individuellement et collectivement aux propriétaires, dans les conditions prévues aux articles R.131-5 et R.131-6 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, lesquels seront tenus de se conformer, à nouveau, aux dispositions de l'article R.131-7 du code précité.

Dans un délai de huit jours à compter de cet avertissement, le procès-verbal et le dossier seront conservés en mairies de Guignes, Yèbles, Andrezel et Verneuil l'Étang. Les propriétaires intéressés pourront formuler leurs observations selon les modalités prévues à l'article R.131-8 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique. À l'expiration de ce délai, le commissaire enquêteur fera connaître dans un délai maximum de huit jours ses conclusions et transmettra le dossier au préfet de Seine-et-Marne.

Article 12 : Mise à disposition du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur

Une copie du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur sera adressée par le préfet de Seine-et-Marne aux maires de Guignes, Yèbles, Andrezel et Verneuil l'Étang, afin d'être tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête publique unique.

Pendant ce même délai, ces documents seront également consultables sur le site Internet des services de l'État dans le département de Seine-et-Marne, à l'adresse suivante :

www.seine-et-marne.gouv.fr/Publications/Enquêtes_publiques

Article 13 : Décisions prises suite à l'enquête publique

En application de l'article R.153-14 du Code de l'urbanisme, le dossier de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Yèbles (éventuellement modifié, pour tenir compte des avis joints au dossier d'enquête publique, des observations du public et des résultats de l'enquête publique), le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur ainsi que le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint des personnes publiques associées seront soumis, par le préfet de Seine-et-Marne, à l'avis du conseil municipal de Yèbles. Cet avis sera réputé favorable, s'il n'est pas émis dans le délai de deux mois.

Le préfet de Seine-et-Marne statuera par voie d'arrêtés sur la déclaration d'utilité publique, au profit du département de Seine-et-Marne, des travaux et acquisitions foncières nécessaires à la réalisation du contournement de la commune de Guignes, emportant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Yèbles, la cessibilité des parcelles ou des droits réels immobiliers, dont l'expropriation est nécessaire pour la réalisation de cette opération et la délivrance d'une autorisation environnementale au titre de la loi sur l'eau.

Le Conseil Départemental de Seine-et-Marne procédera au déclassement de la section de RD 619 concernée, et au classement du nouveau barreau dans le domaine routier départemental.

Article 14 : Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture de Seine-et-Marne, le président du Conseil départemental de Seine-et-Marne, les maires des communes de Guignes, Yèbles, Andrezel et Verneuil l'Étang et le commissaire enquêteur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Seine-et-Marne.

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,


Cyril LE VÉLY